Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Instruction publique, le 1er février 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux peines disciplinaires et démissions d'office prononcées à charge de membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat, en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie", a donné en sa séance du 6 mars 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications qui répondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées. Ces modifications sont reprises dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e Februari 1951 door de Minister van Openbaar Onderwijs verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de tuchtstraffen en het ontslag van ambtswege, opgelegd aan leden van het wetenschappelijk en onderwijzend personeel der wetenschappelijke en onderwijsinrichtingen van de Staat, wegens hun gedrag tijdens de vijandelijke bezetting", heeft ter zitting van 6 Maart 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor in het ontwerp een aantal wijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering zoals deze hem werden uiteengezet. Die wijzigingen zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX PEINES DISCIPLINAIRES ET DEMISSIONS D'OFFICE PRONONCEES A CHARGE DE MEMBRES DU PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ENSEIGNANT DES ETABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES ET D'ENSEIGNEMENT DE L'ETAT, EN RAISON DE LEUR COMPORTEMENT PENDANT L'OCCUPATION ENNEMIE.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 29, 66, alinéas 2 et 3, et 67 de la Constitution;

Vu la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, notamment les articles 15 et 16;

Vu les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées le 31 décembre 1949;

Vu la loi organique de l'enseignement primaire, coordonnée le 25 octobre 1921, notamment les articles 40 et 41;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Instruction publique et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat, ainsi qu'aux personnes soumises au même régime disciplinaire que le personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

Il ne s'applique pas au personnel enseignant des universités de l'Etat et des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat qui y sont assimilés par la loi sur la collation des grades académiques.

Article 2.-

Les personnes visées à l'article 1er qui ont été punies en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie peuvent introduire une demande de révision de la décision qui les a frappées, pour autant qu'elles n'aient été privées d'aucun des droits visés à l'article 123 sexies du Code pénal, à moins que, dans ce cas, elles aient obtenu par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, la suppression des déchéances et des interdictions encourues.

Article 3.-

La situation des agents démis d'office à la suite d'une déchéance ou interdiction encourue par une

condamnation ou une inscription sur la liste prévue à l'article 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique, sera revisée lorsque la suppression de ces déchéances ou interdictionsest prononcée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Article 4.-

Les personnes visées à l'article 1er qui avaient été l'objet d'une mesure emportant interruption ou cessation des fonctions et qui bénéficieront de la révision prévue aux articles 2 et 3, peuvent faire l'objet d'une mesure non disciplinaire de mise en non-activité.

Article 5.-

Les décisions prises en vertu des articles 2, 3 et 4 peuvent sortir leurs effets à la même date que la mesure qui a donné lieu à révision.

Les décisions de révision ne peuvent toutefois avoir pour conséquence aucun effet pécuniaire à charge du Trésor pour la période qui précède l'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf ce qui sera dit aux articles 6 et 7.

Article 6.-

Le Trésor public supporte les charges définies à l'article 7 pour les personnes visées à l'article 1er qui obtiennent le retrait de la démission d'office, la suppression ou la réduction des peines disciplinaires prononcées contre elles en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie.

Article 7.-

§ 1er. Lorsque la décision, rendue sur la demande de révision prévue à l'article 2 ou après la révision prescrite à l'article 3, comporte la suppression de la peine encourue ou le retrait de la démission d'office, l'agent mis en disponibilité obtient un traitement de non-activité pour la durée de celle-ci. Ce traitement est égal à la différence entre le traitement auquel il aurait eu droit et ses revenus professionnels globaux, abstraction faite de ceux que lui a procurés une activité de cumul autorisée.

Pour établir cette différence, les personnes intéressées fourniront au service compétent une déclaration sur l'honneur, appuyée d'une attestation émanant du contrôleur des contributions.

Le traitement de non-activité ne peut jamais dépasser les montants calculés, selon le cas, conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, ou à l'article 5 de l'arrêté royal n°320 du 18 juillet 1933 fixant les dispositions réglementaires concernant la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant.

§ 2.- Dans le cas où une peine de suspension limitée ou toute autre peine resterait prononcée, les charges supportées seront limitées au paiement d'un traitement de non-activité égal aux cotisations ou prélèvements qui auraient dû être effectués conformément aux lois relatives aux pensions de survie.

.../...

Ces cotisations ou prélèvements sont calculés sur la base des traitements et augmentations auxquels les intéressés auraient pu prétendre s'ils avaient été en activité de service.

§ 3. Lorsque des peines inférieures à la suspension sont supprimées, la carrière des intéressés est revisée avec effet rétroactif et ils ont droit au paiement intégral de leur traitement.

§ 4. Lorsque des peines inférieures à la suspension sont réduites, la carrière des intéressés n'est revisée que pour l'avenir.

Article 8.-

La durée de la période de mise en non-activité prononcée en application de l'article 4 est prise en considération pour l'avancement de traitement.

Article 9.-

Les décisions auxquelles donne lieu l'application des articles qui précèdent sont prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination. Elles sont motivées.

Lorsque la décision permet la réintégration, elle ne pourra être prise qu'après avis de la commission consultative compétente créée par l'arrêté du Régent du 10 décembre 1947.

.../...

Article 10.-

Il est institué au Ministère de l'Instruction publique une commission de révision comprenant deux sections, l'une pour les agents d'expression française, l'autre pour les agents d'expression néerlandaise.

La commission comprend un président qui préside chacune des deux sections, un président suppléant qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Chaque section comprend, en outre, six membres et un secrétaire.

Toutes les personnes composant la commission sont nommées par le Ministre de l'Instruction publique. Le président et le président suppléant sont choisis parmi les membres de l'ordre judiciaire; les membres et le secrétaire, parmi le personnel scientifique, enseignant ou administratif des établissements scientifiques ou d'enseignement de l'Etat,en activité de service ou retraité.

Les membres doivent être choisis, pour moitié au moins, parmi les prioritaires figurant aux quatre premières listes de l'article 2 des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

La commission ne siège régulièrement que si elle est présidée par le président ou le président suppléant et si trois membres au moins assistent à ses séances.

La commission se prononce à la majorité des voix des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

.../...

Article 11.-

Le règlement d'ordre intérieur de la commission de révision est établi par le Ministre de l'Instruction publique sur la proposition de la commission.

Article 12.-

La commission de révision émet un avis motivé:

a) sur les propositions de révision des situations prévues à l'article 3;

b) sur toute proposition tendant à réduire les peines disciplinaires sur base desquelles la demande de révision prévue à l'article 2 est introduite.

Article 13.-

La demande de révision prévue par l'article 2 est introduite par une demande de l'intéressé adressée au Ministre de l'Instruction publique, sous pli recommandé à la poste, dans un délai de soixante jours à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les demandes qui seraient par erreur adressées dans le délai prévu au Premier Ministre, seront d'office transmises au Ministre de l'Instruction publique et réciproquement.

Toutefois, dans les cas visés à l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, et à l'article 3 du présent arrêté, la situation des intéressés sera revisée d'office.

.../...

Article 14.-

Les dossiers administratifs, y compris les dossiers judiciaires visés à l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, seront communiqués à la commission de révision.

Les requérants seront entendus par cette commission.

Ils pourront se faire assister d'un conseil de leur choix, qui sera soit un avocat, soit un délégué syndical, soit un pair de l'intéressé en activité de service ou retraité.

La commission de révision peut se faire communiquer tous les documents administratifs intéressant l'instruction.

Elle peut entendre des témoins soit d'office, soit à la demande des requérants.

Article 15.-

Les articles 4 et suivants de l'arrêté royal du 9 février 1927 modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1935 concernant les peines disciplinaires applicables au personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement moyen et normal, les articles 5 et suivants de l'arrêté royal du 23 novembre 1933 relatif aux peines disciplinaires applicables au personnel des établissements d'enseignement technique et agricole de l'Etat, ainsi que les articles 78, 79 et 81 à 95 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, ne sont pas applicables à la matière régie par le présent arrêté.

.../...

Article 16.-

L'arrêté du Régent du 30 octobre 1944 créant des commissions d'enquête chargées de donner leur avis sur les mesures disciplinaires à prendre à l'égard de certains membres du personnel enseignant, du personnel scientifique et du personnel administratif des établissements d'enseignement de l'Etat, est abrogé.

Article 17.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 18.-

Notre Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de l'Instruction publique,

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TUCHTSTRAFFEN EN HET ONTSLAG VAN AMBTSWEGE, OPGELEGD AAN LEDEN VAN HET WETENSCHAPPELIJK EN ONDERWIJZEND PERSONEEL DER WETENSCHAPPELIJKE EN ONDERWIJSINRICHTINGEN VAN DE STAAT, WEGENS HUN GEDRAG TIJDENS DE VIJANDELIJKE BEZETTING.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 17, 29, 66, tweede en derde lid, en 67 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 14 Juli 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, namelijk op de artikelen 15 en 16 ;

Gelet op de wetten betreffende het middelbaar onderwijs, samengeordend op 31 December 1949 ;

Gelet op de wet tot regeling van het lager onderwijs, samengeordend op 25 October 1921, namelijk op de artikelen 40 en 41 ;

Gelet op het advies van de Departementale Syndicale Raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Onderwijs en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de leden van het wetenschappelijk en onderwijzend personeel der wetenschappelijke en onderwijsinrichtingen van de Staat, alsmede op de personen aan hetzelfde tuchtstelsel onderworpen als het wetenschappelijk en onderwijzend personeel der wetenschappelijke en onderwijsinrichtingen van de Staat.

Het is niet van toepassing op het onderwijzend personeel der Rijksuniversiteiten en der Rijksinrichtingen voor hoger onderwijs die bij de wet op de toekenning der academische graden daarmede zijn gelijkgesteld.

Artikel 2.-

De in artikel 1 bedoelde personen, die gestraft werden wegens hun gedrag tijdens de vijandelijke bezetting, mogen een aanvraag indienen tot herziening van de beslissing die te hunnen opzichte werd genomen, voor zover zij van geen der rechten bepaald bij artikel 123 sexies van het Strafwetboek beroofd werden, behalve indien zij , in zodanig geval, bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing de opheffing van de opgelopen vervallenverklaringen en ontzettingen hebben bekomen.

Artikel 3.-

De toestand van de personeelsleden die van ambtswege werden ontslagen ingevolge een vervallenverklaring of ontzetting opgelopen door een veroordeling of een inschrijving op de lijst waarvan sprake in artikel 4 der besluitwet van 19 September 1945 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, wordt herzien zodra die vervallenverklaringen of ontzettingen opgeheven zijn bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing.

.../...

Artikel 4.-

De in artikel 1 bedoelde personen, tegen wie een maatregel werd genomen waardoor de uitoefening van het ambt onderbroken werd of er een einde aan gesteld werd en die in aanmerking zullen komen voor de herziening bepaald in de artikelen 2 en 3, kunnen bij niet-disciplinaire maatregel op nonactiviteit gesteld worden.

Artikel 5.-

De op grond van de artikelen 3 en 4 genomen beslissingen kunnen uitwerking hebben op dezelfde datum als de maatregel die herzien is.

De beslissingen tot herziening kunnen echter, voor de periode die de inwerkingtreding van dit besluit voorafgaat, geen geldelijk gevolg ten bezware van de Schatkist hebben, behoudens hetgeen bepaald wordt in de artikelen 6 en 7.

Artikel 6.-

De Schatkist draagt de in artikel 7 omschreven lasten voor de personen in artikel 1 bedoeld, die de intrekking van het ontslag van ambtswege, de opheffing of de vermindering van de tuchtstraffen, hun opgelegd wegens hun gedrag tijdens de vijandelijke bezetting, bekomen.

Artikel 7.-

§ 1. Wanneer de beslissing, genomen ingevolge de in artikel 2 bepaalde aanvraag tot herziening of na de in artikel 3 voorgeschreven herziening, houdt opheffing van de opgelopen straf of intrekking van het ontslag van ambtswege, bekomt het ter beschikking gestelde personeelslid, voor de duur daarvan, een nonactiviteitswedde gelijk aan het verschil tussen de activiteitswedde waarop hij recht zou gehad hebben en zijn

.../...

globale beroepsinkomsten, met dien verstande dat de inkomsten door toegestane cumulatie verkregen, niet in aanmerking worden genomen.

Voor het vaststellen van dat verschil moeten de belanghebbenden aan de bevoegde dienst een verklaring op erewoord overleggen, gestaafd met een verklaring van de controleur der belastingen.

De nonactiviteitswedde mag nooit hoger zijn dan de bedragen berekend, naar gelang van het geval, overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel, of artikel 5 van het koninklijk besluit nr 320 van 18 Juli 1933 tot vaststelling der reglementsbepalingen betreffende de terbeschikkingstelling der leden van het onderwijzend personeel.

§ 2. Ingeval een beperkte schorsing of enige andere straf uitgesproken blijft, worden de te dragen lasten beperkt tot de betaling van een nonactiviteitswedde, gelijk aan de bijdragen die moesten gestort of de afhoudingen die moesten gedaan worden overeenkomstig de wetten op de overlevingspensioenen.

Deze bijdragen of afhoudingen worden berekend op grond van de wedden en verhogingen waarop de belanghebbenden hadden kunnen aanspraak maken, waren zij in actieve dienst gebleven.

§ 3. Bij opheffing van minder zware straffen dan schorsing, wordt de loopbaan van de belanghebbenden herzien met terugwerkende kracht en hebben zij recht op integrale uitbetaling van hun wedde.

§ 4. Bij vermindering van minder zware straffen dan schorsing, wordt de loopbaan van de belanghebbenden slechts herzien voor de toekomst.

.../...

Artikel 8.-

De duur der opnonactiviteitstelling uitgesproken bij toepassing van artikel 4 wordt in aanmerking genomen voor de bevordering in wedde.

Artikel 9.-

De beslissingen waartoe de toepassing van de voorgaande artikelen aanleiding geeft, worden uitgesproken door de overheid die het recht van benoeming bezit. Zij moeten met redenen omkleed zijn.

Wanneer de beslissing de indienstherstelling toelaat, kan zij slechts genomen worden na raadpleging van de bevoegde commissie van advies opgericht bij het besluit van de Regent van 10 December 1947.

Artikel 10.-

Bij het Ministerie van Openbaar Onderwijs wordt een herzieningscommissie opgericht, bestaande uit twee afdelingen, de ene voor de Nederlandssprekende, de andere voor de Franssprekende personeelsleden.

De commissie is samengesteld uit een voorzitter die elke van beide afdelingen voorzit, een plaatsvervangend voorzitter die de voorzitter vervangt zo deze afwezig of verhinderd is.

Iedere afdeling telt bovendien zes leden en een secretaris.

.../...

Al de personen die van de commissie deel uitmaken, worden door de Minister van Openbaar Onderwijs benoemd. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter worden gekozen onder de leden van de rechterlijke orde; de leden en de secretaris onder het wetenschappelijk, onderwijzend of administratief personeel der wetenschappelijke of onderwijsinrichtingen van de Staat, in actieve dienst of gepensionneerd.

De leden moeten voor ten minste de helft gekozen worden onder de prioriteitsgerechtigden voorkomende op de eerste vier lijsten van artikel 2 van de wetten van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

De commissie houdt slechts regelmatig zitting wanneer zij door de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter is voorgezeten, en wanneer ten minste drie leden haar vergadering bijwonen.

De commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

Artikel 11.-

Het huishoudelijk reglement van de herzieningscommissie wordt opgemaakt door de Minister van Openbaar Onderwijs op de voordracht van de commissie.

Artikel 12.-

De herzieningscommissie brengt een met redenen omkleed advies uit :

a) over de voorstellen tot herziening van de toestanden bij artikel 3 bedoeld;

.../...

b) over elk voorstel strekkend tot vermindering van de tuchtstraffen, op grond waarvan de in artikel 2 bepaalde aanvraag tot herziening is ingediend.

Artikel 13.-

De in artikel 2 bepaalde aanvraag tot herziening wordt ingediend door een aanvraag van de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Openbaar Onderwijs gericht binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van het inwerkingtreden van dit besluit.

De aanvragen die binnen de gestelde termijn bij vergissing aan de Eerste-Minister zouden gericht zijn, worden ambtshalve aan de Minister van Openbaar Onderwijs overgemaakt, en omgekeerd.

Evenwel, in de gevallen bepaald in artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw en in artikel 3 van het tegenwoordig besluit, wordt de toestand van de betrokkenen ambtshalve herzien.

Artikel 14.-

De administratieve dossiers, met inbegrip van de gerechtelijke dossiers in artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw bedoeld, worden aan de herzieningscommissie medegedeeld.

De verzoekers worden door die commissie gehoord.

Zij kunnen zich laten bijstaan door een raadsman naar eigen keuze, namelijk een advocaat, of een syndicale afgevaardigde, of een gelijke van de belanghebbende, in actieve dienst of gepensionneerd.

.../...

De herzieningscommissie kan mededeling vorderen van alle administratieve bescheiden in verband met het onderzoek.

Zij kan getuigen horen, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag van de verzoekers.

Artikel 15.-

De artikelen 4 en volgende van het koninklijk besluit van 9 Februari 1927 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 Maart 1935 betreffende de tuchtstraffen toepasselijk op het onderwijzend en administratief personeel der inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, de artikelen 5 en volgende van het koninklijk besluit van 23 November 1933 betreffende de tuchtstraffen op te leggen aan het personeel der inrichtingen voor technisch en landbouwonderwijs van de Staat, alsmede de artikelen 78, 79 en 81 tot 95 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zijn niet van toepassing op de zaak die bij het tegenwoordig besluit geregeld wordt.

Artikel 16.-

Het besluit van de Regent van 30 October 1944, waarbij onderzoekscommissiën worden ingesteld die er mede belast zijn advies uit te brengen omtrent de tuchtmaatregelen te nemen ten aanzien van sommige leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en administratief personeel der onderwijsinrichtingen van de Staat, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 17.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 18.-

Onze Minister van Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, — président
De Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, — voorzitter

V. DEVAUX, M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat / raadsheren van State

J. VAUTHIER, F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation / bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, — greffier griffier.

La concordance entra la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de l'Instruction publique.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Openbaar Onderwijs.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.